



Formulaire CH@WORLD: **A754**

Représentation suisse à: San José	
Pays: Panama	Date de la dernière mise à jour: 01.10.2021

Rapport économique 2020

0 Résumé

Après un démarrage chaotique de pandémie (lockdown stricte, taux de mortalité très haut, diminution drastique du commerce (Canal !), explosion des dépenses publiques / subventions), le Panama s'en sort depuis fin 2020 / début 2021 pas trop mal. Le commerce, transport et logistique sont revenus aux niveaux d'auparavant, les services financiers tiennent bon (mais sont toujours placés sur des listes de surveillance grises). Reste à assurer un meilleur contrôle de la corruption (mal endémique) et manager les risques de surchauffe immobilière. Beaucoup d'efforts à niveau de promotion de la marque pays, avec quelques résultats : on verra si après la crise de 2020 les IED reviendront en force à Panama. Pays qui souffre toujours de l'image de paradis fiscal, confirmée en partie par les activités mises à nue par les Pandora Papers récemment : il reste encore à faire dans le domaine de la régulation fiscale.

Pour la Suisse, quatrième investisseur, un pays important comme quartier général des grandes entreprises pour la région d'Amérique centrale, intéressant pour les moyennes entreprises qui souhaitent entrer dans le marché régional et un hub grâce à la présence, aux activités et le dynamisme de la jeune Chambre de Commerce.

1 Problèmes et enjeux économiques

En 2020, le pays a enregistré une baisse de son PIB estimée à 17,9%, en raison des impacts de la COVID-19. Rappelons que Panama dépend pour plus de 75% de son PIB du commerce mondial, des transports, de la logistique (Canal) et des services financiers, les premiers trois secteurs ayant été touchés assez fortement dans la première phase de la pandémie.

Cependant, avec une économie qui reste petite, ouverte, assez diversifiée, axée sur le dollar et compétitive par rapport aux normes régionales, **l'économie panaméenne devrait vite se redresser dans les années à venir**. Les estimations d'avril 2021 du FMI prévoient une croissance de 12% (!) pour 2021 et de 5% pour 2022.

Le budget du gouvernement panaméen prévu pour l'année fiscale 2020 était de 23,3 Mds USD (diminution de 343 M USD par rapport à 2019, avec l'idée de réduire la dette publique). Avec la crise Covid, il en aura été d'autre. **Ainsi, en 2020, le gouvernement a dû mettre en œuvre des mesures en réponse à la crise économique**, comprenant une augmentation des dépenses de santé, des dépenses sociales («Plan de solidarité panaméen», un soutien financier aux travailleurs concernés et aux propriétaires de petites entreprises), la suspension des paiements pour les services publics pour plusieurs mois (électricité, téléphone fixe, téléphone mobile et Internet) ainsi qu'allégements fiscaux, prestations et suspension des paiements pour les contribuables qui remplissaient certains critères (tels que les personnes à

revenu est inférieur à 2 000 USD par mois, les retraités et les personnes déplacées du marché du travail). Les coûts de ces mesures, certaines encore valables, ont totalisé plus de 9% du PIB.

Ce n'est donc pas une surprise, compte tenu de ces mesures, parfois assez populistes et sans vraiment critères (tout le monde ou presque avait droit), si **les dépenses publiques restent sous pression**, la dette publique brute montant à 63,5% du PIB en 2020 (41,9% en 2019 !). Elle devrait atteindre 61,4% en 2021 et 61,1% en 2022. Le déficit budgétaire a atteint 6,3% du PIB en 2020, mais devrait diminuer en 2021 à 5,9% et 3,1% en 2022. La dette extérieure est soutenable, avec plus de 50% détenu par le système bancaire. Un fonds souverain et les actifs en devises des banques atténuent les risques de liquidité. En 2020, l'inflation est restée faible à -1,6 % et cette tendance devrait se poursuivre en 2021 et 2022, pour atteindre respectivement 0,1 % et 1,1 %.

Panama est entré dans la crise pas si bien « préparée » comme le Costa Rica (notamment vu son système de santé publique, moins performant), mais s'en sort pas trop mal. Les secteurs importants pour le PIB (logistique) ont pu vite reprendre le travail. La pandémie, après des débuts difficiles et tragiques (nombre de morts par habitant parmi les plus hauts au monde, lockdown stricte !) a été contrôlée et la campagne de vaccination est un grand succès : Panama a même lancé du « tourisme de la vaccination », copiant l'oncle Sam, l'ami et allié de toujours.

Deux moteurs économiques, à savoir l'immobilier et la construction, pourraient être touchés : il y a des signaux qui parlent de ralentissement de demande étrangère dans ces secteurs, donc excès d'offre en immobilier et tourisme haut de gamme.

Finalement, même si Panama continue d'avoir le 3e PIB par habitant le plus élevé d'Amérique latine, **l'augmentation des inégalités de revenus** a annulé les progrès faits dans les dernières années. La pauvreté a augmenté en particulier au sein des groupes les plus vulnérables, en particulier les enfants : plus de la moitié des enfants du pays sont pauvres (!) et près d'un cinquième souffrent de malnutrition. Le chômage augmente depuis 2012 et le secteur informel emploie plus de 40% de la population active. Le FMI prévoit que le taux de chômage sera affecté par l'impact économique négatif de la pandémie COVID-19, atteignant environ 18,5% en 2020 mais diminuant à 10,1% en 2021.

Le pays souffre toujours de sa réputation de paradis fiscal. La vague créée par les Panama Papers est encore bien présente dans l'imaginaire collectif (et renforcée par les Pandora Papers). Le Gouvernement, qui a déployé plusieurs efforts pour « vendre » le pays à l'étranger, se plaint d'être traité de façon injuste (p.ex. par GAFI, Union Européenne) quand il s'agit d'évaluer sa **place financière**. Cette dernière reste importante, car elle contribue pour 7,3% au PIB du pays.

S'il est vrai que les améliorations, depuis quelques années déjà, du système bancaire proprement dit ont été remarquables (le due diligence pour l'ouverture d'un compte classique à Panama est désormais et finalement *cosa seria*), il continue d'exister un système gris, opaque, qui tourne autour de la finance : casinos, bureaux d'avocats, fondations et assurances qui n'ont pas le même niveau de diligence... De plus, au-delà de plusieurs procès pour corruption ou fraude fiscale il y en a finalement peu qui purge effectivement leur peine....

Panama continue ainsi d'être sur la liste de l'UE des pays non coopératifs à des fins fiscales (février 2021). En juin 2021 elle a aussi été confirmée sur la liste du GAFI des pays avec des déficiences stratégiques. Pour le GAFI, des 15 points prévus dans le plan d'action de Panama, 10 restent encore à mettre en œuvre : entre autre, l'institution relève justement la nécessité de contrôle et sanctionnement des entités non-financières et l'amélioration de la capacité de coopération internationale à niveau de délits de blanchiment d'argent.

Le Gouvernement a reconnu que sortir des listes internationales, dans lesquelles Panama entre et sort de manière régulière depuis 20 ans désormais, n'est pas un exercice ad hoc vite fait, mais requière un effort de coordination et de « vision pays ». La volonté politique d'adresser ce problème, qui coûte en terme d'image mais certainement aussi de croissance macroéconomique, est présente et les solutions sont connues. On est moins sûr par contre qu'il y ait la réelle volonté de les mettre en œuvre, car ça équivaldrait à une rupture de plusieurs équilibres politiques internes....

2 Accords internationaux et régionaux économiques

2.1 Politique, priorités du pays

L'Administration actuelle a fait du combat contre la pauvreté et l'inégalité sa toute première priorité, sans pour autant négliger la lutte contre la corruption ou la restauration d'une justice efficace, sans « intouchables ».

En réalité, surtout après le Covid, **il s'agira de tenir sous contrôle la dette et de relancer les investissements vers Panama**, notamment en relançant les SEM (= régimes avantageux qui permettent aux multinationales de s'établir à Panama avec des concessions intéressantes). Et de continuer les efforts pour sortir des listes grises...

En même temps, il faudra s'attabler à améliorer l'éducation (dont formation technique). L'inégalité durera... ainsi que la corruption, désormais cancer structurel qui gangrène différents secteurs de la vie panaméenne.

2.2 Perspectives pour la Suisse

Le Panama et le Costa Rica ont signé l'accord de libre-échange qui les lie à la Suisse, via l'AELE. L'accord bilatéral de protection des investissements de 1983 est essentiellement respecté. Après l'adhésion du Panama à la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale en octobre 2016, le gouvernement a aussi ratifié l'Accord multilatéral entre autorités compétentes en janvier 2018, s'ancrant encore davantage à une structure normative internationale. Ce ralliement panaméen aux standards OCDE est dans notre intérêt, facilitant ainsi les échanges des renseignements en matière fiscale entre les deux pays. Un accord sur la double imposition manque encore, mais n'est pas dans les priorités actuelles ni de Panama ni de la Suisse.

3 Commerce extérieur

3.1 Evolution et perspectives générales

Cette administration reste tendanciellement ouverte, mais le Président Cortizo s'est montré moins enclin à des concessions ou à une ouverture trop grande des marchés panaméens. Des **relents de protectionnisme / populisme**, comme dans d'autres pays de la région, ont

vu le jour ces derniers mois (p.ex. dans le secteur agricole, qui fournit un bon pourcentage de votants pour le parti au pouvoir...). Ainsi, Panama est actuellement dans un conflit avec le Costa Rica en raison de blocage d'exportations de quelques produits entre les deux pays, qui n'a pas pu être résolu à l'amiable et est actuellement devant l'OMC (mécanisme de résolution des conflits / n'entreprise suisse est aussi touchée).

Le réseau d'Accord de libre-échange couvre autant les Amériques (Amérique centrale, Canada, Chili, Cuba, Etats-Unis, Mexique, Pérou, République dominicaine, Trinidad et Tobago), que vers d'autres directions (AELE, Union européenne et ses membres, Israël, Singapour, Taiwan , et, depuis février 2018, conjointement aux autres pays d'Amérique centrale avec l'exception du Guatemala, avec la Corée du Sud ; le processus de ratification n'est toutefois pas conclu).

Pour ce qui est d'une révision des accords commerciaux qui lient Panama aux autres pays d'Amérique centrale, priorité de la Présidence en 2019, cela a passé aux oubliettes. Les priorités sont ici la lutte contre le crime organisé et le trafic de stupéfiants ainsi que gestion de la migration.

Les échanges commerciaux ont repris depuis mi-/fin 2020 et atteignent désormais de nouveau des valeurs pré-covid.

3.2 Commerce bilatéral

Les exportations de la Suisse vers le Panama sont en légère et constante augmentation depuis 2015, donc depuis l'entrée en vigueur (2014) de l'accord de libre-échange qui nous lie. En ligne avec les autres pays, la Suisse a aussi exporté moins vers Panama en 2020 (-28.6%). Produits pharmaceutiques font la partie du lion (85% des exportations suisses). Les importations depuis Panama sont par contre très minimales. En somme, cinq ans après l'entrée en vigueur du traité de libre-échange liant les pays de l'AELE au Panama et au Costa Rica, les échanges commerciaux bilatéraux croissent certes, mais restent somme toute très modestes.

4 Investissements directs

4.1 Evolution et perspectives générales

La Covid a tapé très dur dans ce domaine : après 10 ans interrompus de croissance et réception d'investissements les plus variés depuis différents pays, Panama a souffert en 2020 un -86% de IED. Cela a eu comme effet aussi de plomber les IED en Amérique centrale (le Panama attirant en 2019 p.ex. presque 50% des IED de la région).

Pour 2021, on assiste à un retour de IED à Panama, à confirmer.

4.2 Investissements bilatéraux

La Suisse maintient sa quatrième place comme investisseur, mais marche sur place à niveau de stock. Des grandes entreprises actives dans différents secteurs (finance, services, chimie, pharmaceutique et alimentaire) ont une succursale au Panama.

5 Promotion commerciale, économique et touristique « Promotion de l'image de la Suisse

5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

La nouvelle **Chambre de commerce Suisse-Panama (CCSP)**, qui a vu le jour en janvier 2020 mais n'a toujours pas encore de statut officiel, a, malgré la pandémie, démontré qu'elle est désormais un acteur incontournable pour la Suisse au Panama. Par son dynamisme, même en temps de pandémie, elle a réussi à se positionner et se faire apprécier sur place et par les entreprises suisses, entretemps au nombre de 56 membres.

Elle offre des services de conseils, soutien et contacts aux entreprises (Exportberater) avec une directrice à plein temps et 5 comités spécifiques sur des thèmes ad hoc (secteur financier, logistique, sciences de la vie, durabilité, éducation duale). Elle est depuis 2021 reconnue par SGE comme Chambre de commerce et partenaire officiel sur place, faisant désormais partie des différentes Chambres de commerces suisses sur le continent.

L'Ambassade (ur) coordonne les visites à Panama pour pouvoir intervenir et rencontrer les interlocuteurs panaméens avec la Chambre de Commerce (son Président et / ou la Directrice), un travail commun qui est utile aux deux acteurs (donne un label d'officialité à la Chambre et ça permet à nous de venir avec de la substance, surtout avec notre quatrième place d'investisseur). Ainsi, des rencontres communes avec quatre Ministres et plusieurs hauts fonctionnaires panaméens ont eu lieu en 2020-21.

Un grand évènement de lancement officiel de la Chambre devrait se tenir fin 2021 – début 2022, et servira pour définitivement marquer présence suisse dans le pays.

5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

Les leçons apprises par la Suisse dans le domaine financier et ses relations avec (listes grises etc. du) GAFI entre autres sont de grand intérêt pour le Panama, dont le gouvernement observe avec attention l'évolution et la transformation de la place financière helvétique. Malgré nos ouvertures et différentes rencontres de l'Ambassadeur avec toute sortes d'acteurs locaux, aussi en accord avec les acteurs bancaires suisses sur place, il n'y a pas eu de demande concrète de coopération. Il faut aussi dire que le problème réside moins du côté des banques et plus de la part du secteur para-bancaire (casino, bureaux d'avocats...). On a invité nos représentants financiers sur place (banques suisses) à intégrer une task force financière au sein de la Chambre de commerce qui suivra la thématique et proposera, si c'est le cas, des activités à ce sujet. Si la place financière est intéressante pour ceux qui sont déjà présents (UBS, Lombard Odier), on sent qu'elle n'est pas (encore) prioritaire depuis les sièges des banques en Suisse (p.ex. pas de message au SIF des banques suisses d'avoir une coopération accrue).

Fort intérêt existe depuis 2020 dans le système de formation professionnel duale : la Chambre coordonne un groupe d'acteurs qui font du lobby pour intégrer les éléments importants dans la nouvelle Loi qui traitera de cela.

Coopération dans le secteur du tourisme et de la gestion des déchets sont aussi des domaines d'intérêt de Panama, pour le moment pas suivis d'actes concrets.

Structure de l'économie

	2014	2019
Répartition du PIB		
Secteur primaire*	2.8%	2.1%
Secteur manufacturier*	26.6%	29.5%
Services	70.6%	68.4%
– dont services publics	N/A	N/A

	2014	2019
Répartition de l'emploi		
Secteur primaire**	15.7%	14.4%
Secteur manufacturier**	20.1%	17.7%
Services**	64.2%	67.9%
– dont services publics	N/A	N/A

Sources :

* <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=2&country=PAN&series=&period>
(Consulté le 20.05.2021)

** <https://datos.bancomundial.org/indicador/> : Todos los indicadores (Consulté le 27.05.2021)

Principales données économiques

	2019	2020	2021
PIB (USD mia)*	66.8	52.9 (e)	59.4 (e)
PIB/habitant (USD)*	15'830.9	12'373.0 (e)	13'689.5 (e)
Taux de croissance (% du PIB)**	3.0	-17.9	12.0 (e)
Taux d'inflation (%)**	-0.4	-1.6	0.1 (e)
Taux de chômage (%)*	7.1	18.5	10.1 (e)
Solde budgétaire (% du PIB)*	-5.2	-6.3	-5.9 (e)
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-4.9	-0.6 (e)	-3.9 (e)
Dette extérieure totale (% du PIB)***	156.5 (e)	160.2 (e)	160.0 (e)
Service de la dette (% des exportations)***	N/A	N/A	N/A
Réserves (mois d'importations)***	1.6 (e)	1.5 (e)	1.5 (e)

Sources :

* FMI : World Economic Database (avril 2021)
<https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases>
 (Consulté le 01.06.2021)

** <https://www.imf.org/en/Countries/PAN> (Consulté le 01.06.2021)

*** FMI : Article IV Consultation (avril 2020)
<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/04/21/Panama-2020-Article-IV-Consultation-Press-Release-and-Staff-Report-49354> (Consulté le 01.06.2021)

Partenaires commerciaux année : 2020

Perspective selon le pays de résidence

Rang	Pays	Exportations par le pays de résidence (USD millions)	Part	Var. ¹	Rang	Pays	Importations par le pays de résidence (USD millions)	Part	Var. ¹
1	Chine	370.1	21.4%	519.9%	1	Etas-Unis	2'081.8	32.0%	-36.5%
2	Espagne	217.2	12.6%	1'731.5%	2	Chine	851.0	13.1%	-34.0%
3	Pays-Bas	142.9	8.3%	-0.3%	3	Mexique	454.6	7.0%	-26.3%
4	Corée du Sud	136.3	7.9%	1'538.7%	4	Costa Rica	360.2	5.5%	-23.7%
5	Brésil	128.2	7.4%	2'482.1%	5	Colombie	291.5	4.5%	-19.4%
...		
41	Suisse	1.3	0.1%	186.5%	30	Suisse	32.4	0.5%	-28.6%
	UE	481.0	27.9%	116.9%		UE	798.1	12.3%	-41.0%
	Total	1'727.1	100 %	142.1%		Total	6'497.3	100 %	-34.0%

Source: <http://data.imf.org/regular.aspx?key=61013712> (Consulté le 01.06.2021)

¹ Variation par rapport à l'année précédente en % $[(\text{Exp.2020} - \text{Exp.2019}) / \text{Exp.2019}] * 100$.

ANNEXE 4

Commerce bilatéral

Eidgenössische Zollverwaltung EZV, Aussenhandelstatistik, 3003 Bern

TN103: Schweizerischer Aussenhandel nach Ländern und Kapiteln

19.01.2021

Periode: Januar bis Dezember 2020

Land: 419 Panama

* = Veraenderungsrates / Anteile nicht berechenbar

** = Veraenderungsrates > 999,9 %

Total 2: Ergebnisse inklusive Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten.

Total 2		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2019	2020	+/- %	Anteil	2019	2020	+/- %	Anteil	2019	2020
Total		99.44	45.71	-54.0	100.0	233.01	194.43	-16.6	100.0	133.57	148.72
01 - 24	Landwirtschaftliche Produkte	20.27	21.31	5.1	46.6	2.06	1.88	-9.0	1.0	-18.21	-19.43
25 - 26	Mineralische Stoffe		0.00	*	0.0	0.00	0.00	-100.0	0.0	0.00	0.00
27	Energieträger			*	*	0.01	0.00	-81.6	0.0	0.01	0.00
28 - 29	Chemische Grundprodukte	0.00	0.07	**	0.2	0.19	0.19	1.2	0.1	0.19	0.12
30	Pharmazeutische Erzeugnisse	0.01	0.05	607.0	0.1	181.01	168.09	-7.1	86.5	181.00	168.04
31 - 32	Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente			*	*	0.19	0.07	-66.0	0.0	0.19	0.07
33 - 34	Schönheitsmittel, Waschmittel	0.04	0.07	77.8	0.2	2.45	1.50	-38.7	0.8	2.41	1.43
35 - 38	Stärke, versch. chemische Erzeugnisse		0.01	*	0.0	0.53	0.34	-36.7	0.2	0.53	0.32
39 - 40	Kunststoffe, Kautschuk	0.01	0.01	72.7	0.0	0.36	0.20	-45.5	0.1	0.35	0.18
41 - 43	Felle, Leder, Lederwaren	0.00	0.00	17.6	0.0	0.12	0.21	77.0	0.1	0.12	0.21
44 - 46	Holz, Kork, Flechtwaren	0.04	0.00	-96.3	0.0	0.06	0.02	-72.9	0.0	0.02	0.02
47 - 49	Papier und Papierwaren	0.00	0.86	**	1.9	0.24	0.16	-33.0	0.1	0.24	-0.70
50 - 63	Textilien und Bekleidung	0.02	0.07	232.9	0.1	0.19	0.10	-45.0	0.1	0.17	0.04
64 - 67	Schuhe, Schirme usw.	0.08	0.05	-39.1	0.1	0.42	0.22	-48.3	0.1	0.34	0.17
68 - 70	Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.00	0.00	-92.9	0.0	0.11	0.05	-52.9	0.0	0.11	0.05
71	Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	78.32	22.53	-71.2	49.3	15.59	1.15	-92.6	0.6	-62.72	-21.38
72 - 83	Unedle Metalle und Waren daraus	0.01	0.05	732.9	0.1	1.46	0.42	-71.0	0.2	1.45	0.37
84	Maschinen (nicht elektrisch)	0.21	0.05	-75.8	0.1	3.70	1.79	-51.6	0.9	3.49	1.74
85	Maschinen (elektrisch)	0.01	0.05	268.0	0.1	2.85	1.82	-36.2	0.9	2.84	1.77
86 - 89	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.00	0.05	**	0.1	0.09	0.03	-70.3	0.0	0.09	-0.03
90	Opt. / medizin. Instrumente	0.24	0.07	-70.1	0.2	4.05	3.10	-23.5	1.6	3.81	3.02
91	Uhrmacherwaren	0.06	0.36	483.4	0.8	16.28	12.78	-21.5	6.6	16.21	12.42
94	Möbel, Bettzeug usw.	0.06	0.00	-94.1	0.0	0.03	0.07	107.9	0.0	-0.02	0.07
95 - 96	Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.00	0.03	595.0	0.1	0.03	0.10	269.4	0.1	0.02	0.07
97	Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.06		-100.0	*	0.99	0.16	-84.2	0.1	0.93	0.16

Source : Administration fédérale des douanes, résultats provisoires, 19 janvier 2021

Principaux pays investisseurs

année : 2019

Rang	Pays	Investissements directs (Mio USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (Mio USD)
1	Colombie	9'609	16.6%	11.2%	1'072
2	États-Unis	9'132	15.7%	-11.9%	-1'085
3	Canada	8'681	14.9%	18.7%	1'623
4	Suisse	3'695	6.4%	-1.0%	-38
5	UK	3'007	5.2%	41.9%	1'261
6	Espagne	2'358	4.1%	-3.3%	-78
7	Taiwan	1'752	3.0%	-10.4%	-183
8	Les Pays-Bas	1'632	2.8%	29.4%	480
9	Mexique	1'630	2.8%	-14.2%	-231
10	Corée du Sud	1'482	2.6%	7.2%	107
	Total	58'014	100%	7.1%	4'103

Source: <http://data.imf.org> : Coordinated Direct Investment Survey, Inward Top 20
(Consulté le 20.05.2021)